

La voix de l'opposition de gauche

Le 17 décembre 2017

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques.

1- J'ignore comment vous prenez les choses.

Ce qui ressort des commentaires que l'on trouve sur les blogs ou portails dit alternatifs, c'est que leurs auteurs voudraient que les choses changent sans vraiment changer ou que tout change sans rien changer ou si peu, il ne faut pas se raconter d'histoires, ils dénoncent la médiocrité de notre époque mais s'y complaisent par crainte de perdre leurs privilèges, c'est la seule chose dont ils ont vraiment conscience. Ils se livrent à un exercice d'autosatisfaction sans intérêt, à part leur donner bonne conscience...

2- Netanyahou et Trump sont inquiets, si, si, ceux qui contestent leur politique en appellent à l'ONU, qui n'a eu de cesse depuis 1947 de soutenir Israël et les Etats-Unis en leur permettant de piétiner les résolutions qu'elle avait adoptées. D'où tirent-ils leur pouvoir certains s'interrogent ? Vous avez là la réponse.

3- (Un internaute) Cultiver son jardin a ses charmes mais jusqu'à quand ?

C'est ce que faisaient des millions d'Irakiens, Syriens, Ukrainiens, Syriens, Yéménites, Libanais, Afghans, Vietnamiens, Laotiens, Grenadins, Soudanais, Nigériens, Chiliens, et j'en oublie une flopée d'autres, avant que le ciel ne leur tombent sur la tête et passent de vie à trépas.

Se rappeler le discours du pasteur Martin Niemöller (1892–1984) sur la lâcheté des intellectuels allemands au moment de l'accession des nazis au pouvoir et des purges qui ont alors visé leurs ennemis, un groupe après l'autre :

« Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste. Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste. Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. »
https://fr.wikipedia.org/wiki/Quand_ils_sont_venus_chercher...

4- Ah ces chiens de Versaillais !

- Nemo, le chien de l'Élysée, croule sous les cadeaux de Noël - LeParisien.fr

5- Un repli identitaire, c'est peut-être la bonne formule pour caractériser toutes ces campagnes destinées davantage à discriminer certaines minorités ou communautés ou à dénoncer certains préjugés ou comportements. Elle s'adresse à ceux qui en font la promotion

6- *"Nous montrons que, depuis 1980, de très importants transferts de patrimoine public à la sphère privée se sont produits dans presque tous les pays, riches ou émergents. Alors que la richesse nationale a augmenté de manière substantielle, la richesse publique est aujourd'hui négative ou proche de zéro dans les pays riches. Cette situation limite vraisemblablement la capacité d'action des États contre les inégalités, et elle a assurément des conséquences importantes pour les*

inégalités de patrimoine entre individus." (Le Laboratoire sur les Inégalités Mondiales (World Inequality Lab) Rapport sur les inégalités dans le monde 2018)

Autant dire que ceux qui axent leur politique contre les inégalités ou qui voudraient que l'Etat joue un rôle de régulateur dans la distribution des richesses ont tout faux.

C'est l'Etat qui a permis aux capitalistes de capter l'essentiel des richesses produites, c'est donc contre l'Etat, ses institutions et ses représentants, ainsi que le capitalisme qu'il faut axer notre combat, qui inclut le combat contre les inégalités dans la perspective de l'expropriation de l'oligarchie et la socialisation des grandes et moyennes entreprises.

- [Ce rapport en entier en Anglais](#)
- [Income inequality in France \(en anglais, mais les graphiques parlent d'eux-mêmes.](#)
- [Synthèse de ce rapport en français](#)

En famille. Circulez il n'y a rien à voir ! Faites ce qu'on vous dit un point c'est tout.

- Avec son discours sur Johnny, c'est à la France populaire que le Président Macron a su parler - HuffPost.fr

Avez-vous remarqué que ceux qui ont rendu un hommage solennel à Hallyday, sont ceux qui participent à la campagne hystérique de délation tout azimut lancée par le PS et poursuivie par LREM, la pseudo-gauche et extrême gauche contre ceux qui auraient eu dans le présent ou le passé un comportement raciste, homophobe ou misogyne ou qui manifesteraient des préjugés envers telle ou telle minorité ou communauté, qui fument ou qui se qui se livrent à des excès en tous genres (Alcool, sexe, etc.), alors que leur idole cumulait la plupart d'entre eux, on peut ajouter la domiciliation dans un paradis fiscal, bref, du point de vue des bien-pensants ou de leur morale, Hallyday aurait dû être déclaré infréquentable, comme quoi ils osent vraiment tout. Ils osent tout parce qu'ils sont en famille...

Saviez-vous qu'il était aussi facile de sortir de l'Union européenne ?

Saint-Barthélemy est une île française des Petites Antilles, 9 427 habitants recensés en 2014.

Saint-Barthélemy ne fait pas partie de l'Union européenne, elle y est seulement associée comme les autres pays et territoires d'outre-mer (PTOM), et ce depuis le 1er janvier 2012.

La nouvelle collectivité a opté pour sa sortie du territoire de l'Union européenne, mais tout en conservant les droits relatifs à la citoyenneté européenne et à l'utilisation de l'euro comme unique monnaie officielle, même si le dollar américain est accepté dans nombre de commerces au taux de change du jour.

L'île comporte une majorité de villas très souvent avec une piscine à débordement et parfois un terrain de tennis. Les prix au mètre carré y sont extrêmement élevés et démarrent à un million d'euros pour un « deux pièces » à Gustavia. Ils peuvent monter jusqu'à plusieurs dizaines de millions de dollars pour les propriétés situées en bord de mer.

L'île est connue pour être fréquentée par des millionnaires et des milliardaires. Parmi eux : Gates, Buffett, Rothschild, Rockefeller (depuis 1957)... Wikipédia.org

Les pornographes sont au pouvoir.

Les nantis sont des obsédés, des pervers, des débauchés, des éternels frustrés ou complexés, des cinglés, ils sont tellement blasés, que le seul truc qui les fait encore bander, c'est l'incitation au viol, aux partouzes, à l'exhibitionnisme, à l'échangisme, à la pédophilie, à la prostitution, le chaos destructeur en dernier ressort, celui qui vous brise psychologiquement, vous dégoûte de vous-même.

Ils peuvent tout se procurer, sauf l'orgasme et cela les rend littéralement fou. Ils exploitent les faiblesses des hommes et des femmes pour mieux les asservir, c'est ce qu'on retiendra. Ce sont des monstres.

C'est au programme diffuse des images très sexy d'un cabaret familial - Téléstar Les fidèles téléspectateurs de l'émission C'est au programme présentée par Sophie Davant chaque matin à partir de 9h50 sur France 2 ont pu se rincer l'oeil cette semaine. En effet, un reportage ayant pour thème un cabaret familial fut diffusé à l'antenne. De ce fait, de nombreuses séquences très sexy ont fait monter la température que ce soit sur le plateau ou bien même chez les téléspectateurs.

Au cours de l'émission de télé-réalité de W9 Les princes et les princesses de l'amour, Jérémy a mis le paquet pour conquérir le coeur d'une des candidates lors d'une soirée. Alors que les filles espéraient voir leurs prétendants se lâcher ce soir-là, le jeune homme s'est montré à la hauteur en arrivant vêtu d'un simple string banane. Une audace qui a énormément plu à Hillary morte de rire en le voyant. Le jeune homme fut réellement impressionné par le courage de son prétendant ainsi que par ses attributs viril bien mis en valeur dans cet accoutrement.

Grand moment de gêne sur le plateau du jeu de TF1 Les 12 coups de midi présenté par Jean-Luc Reichmann. En cause, une question dont personne ne voulait entendre la réponse. En fait, il fallait que la candidate interrogée trouve de quel mot aztèque venait le terme avocatier qui désigne un arbre sur lequel pousse les avocats. La réponse était "arbre à testicule" ce qui a mis mal à l'aise tout le monde. Au final, la candidate en question a tout de même trouvé la bonne réponse. Téléstar 10 décembre 2017

Décryptage d'un article de l'Agence Française de Propagande.

- Trois femmes accusent Donald Trump de comportements sexuels déplacés. - AFP

Trois femmes qui avaient déjà accusé Donald Trump de comportement sexuel inapproprié l'année dernière, ont à nouveau témoigné lundi contre le président américain et ont réclamé l'ouverture d'une enquête au Congrès, l'une d'entre elles faisant notamment état d'un baiser forcé.

Les trois femmes, dont l'âge varie d'une trentaine d'années à plus de 70 ans, avaient déjà témoigné lors de la campagne présidentielle américaine de 2016. Elles s'exprimaient lundi dans l'émission matinale de la chaîne NBC et la Maison Blanche a immédiatement qualifié leurs témoignages de "fausses accusations".

Rachel Crooks, qui avait 22 ans en 2005, a raconté que le milliardaire l'avait embrassé sur la bouche sans son consentement alors qu'elle travaillait comme réceptionniste à la Trump Tower.

Elle a expliqué s'être sentie "un peu menacée", comme si elle n'avait "pas le choix".

"Je demande donc que les membres du Congrès mettent de côté leur affiliation politique et enquêtent sur les comportements sexuels inappropriés de M. Trump", a-t-elle déclaré.

Jessica Leeds a pour sa part accusé l'homme d'affaires de l'avoir touchée sans son consentement dans un avion dans les années 70. "Il avait ses mains partout, il m'embrassait et me touchait", a-t-elle témoigné.

Samantha Holvey, qui avait participé au concours de beauté Miss USA du magnat de l'immobilier, a pour sa part raconté que Donald Trump, qui avait rencontré les participantes dans les coulisses, les avaient dévisagées de manière particulièrement concupiscente, comme si elles étaient "un morceau de viande". AFP 11 décembre 2017

Qu'est-ce que des "comportements sexuels déplacés" ?

Le comportement qu'on eut un jour la plupart des garçons en présence de filles qu'ils connaissaient ou non parfois.

Il y a 12 ans, il aurait adressé "un baiser forcé" à une jeune employée, ce qu'on appelle parfois un baiser volé en mettant sa bouche où il ne fallait pas, à moins que ce soit arrivé accidentellement.

Cela m'était arrivé avec ma nièce Nadia (italienne). Je devais avoir environ 16 ou 17 ans, Nadia avait quelques années de plus que moi. Cela s'était passé chez ma grand-mère. Nadia était à table quand je suis arrivé, je suis allé vers elle pour lui faire la bise, quand soudainement elle a tourné la tête et nos deux bouches se sont touchées, ce qui l'a bien fait rire avec ma grand-mère, moi un peu moins parce qu'elle avait une haleine épouvantable et des poils au menton, je ne déconne pas !

Il y a 47 ans, elle était donc jeune ou elle avait à peu près le même âge que Trump le dragueur, pourquoi aurait-il mis "ses mains partout, il m'embrassait et me touchait" et elle n'aurait-elle pas réagi, à l'époque c'était un Américain comme un autre, il faut croire que cela ne l'avait pas gênée plus que cela, pourquoi ne l'a-t-elle giflé ? Personnellement j'étais très timide avec les filles, mais je me souviens que mes potes ne se gênaient pas pour embrasser des filles ou les peloter sans qu'elles en fassent un drame, c'était plutôt flatteur de plaire à de beaux garçons, sinon ils prenaient une baffe.

Si maintenant dévisager avec insistance une femme, c'est faire preuve d'un comportement sexuel déplacé, on en a tous été coupable un jour, c'est peut-être là qu'ils veulent en venir, faire en sorte que tous les hommes culpabilisent, les rabaisser, sachant que c'est le meilleur de briser leur résistance politique.

En guise d'épilogue pour faire chier ces abominables féministes ou identitaires.

Vous savez comment j'ai su que la soeur de ma compagne voulait sortir avec moi ? Un soir elle était en train de faire la vaisselle, je me suis approché d'elle très lentement pour lui faire une bise sur la joue de manière à ce qu'elle s'esquive si elle refusait ce contact, c'était la moindre des délicatesses, et au moment de poser mes lèvres sur sa joue, elle m'a présenté ses lèvres en ouvrant la bouche et en me regardant dans les yeux, évidemment je n'ai pas pu résister, j'ai succombé, j'avoue mon crime, je suis perdu ! On se marre bien quand même avec leurs conneries. Pendant ce temps-là personne ne pense au sort dramatique du peuple yéménite, moi si, la preuve.

- Plus de 8 millions de Yéménites au bord de la famine - Reuters

Huit millions quatre cent mille Yéménites sont "à deux doigts de la famine" et les belligérants doivent permettre l'acheminement d'une aide à ces populations, a déclaré lundi un haut responsable des Nations unies.

La coalition arabe sous conduite saoudienne qui est en lutte contre le mouvement chiite houthi au Yémen a imposé un blocus des ports, en novembre, à la suite d'un tir de missile en direction de Ryad.

"La poursuite du blocus des ports limite les fournitures de carburant, de vivres et de médicaments, ce qui augmente fortement le nombre de personnes vulnérables, qui ont besoin d'une aide", a-t-il déclaré.

"La vie de millions de personnes, notamment de 8,4 millions de Yéménites qui sont à deux doigts de la famine, dépend de notre aptitude à poursuivre nos opérations et à apporter une aide médicale, mais aussi des vivres, de l'eau potable, des abris", a-t-il continué. Reuters 11 décembre 2017

Ses abrutis de yéménites qui sont quotidiennement bombardés n'avaient qu'à pas riposter, dixit la position de l'ONU.

Ils se focalisent sur les Etats-Unis au lieu de se pencher sur les multinationales ou l'oligarchie.

Régulièrement les médias dits alternatifs publient des articles dans lesquels ils affirment que les Etats-Unis n'auraient plus les moyens d'exercer leur hégémonie sur le monde, patati patata, en fait, tout opposant qui se respecte ou autoproclamé à l'impérialisme américain se doit de tenir ce genre de discours, à commencer par la "gauche" américaine : Syrie – L'Etat islamique est vaincu et ce sera bientôt le tour des États-Unis par Moon of Alabama.

Cela fait des années ou des décennies qu'ils le proclament et que la réalité leur inflige un démenti cinglant. On nous rétorquera qu'il est bien vrai que les Etats-Unis sont hyper endettés, que ses infrastructures sont dans un état misérable, etc. Et alors ? Au contraire cela démontre qu'ils ont acquis un pouvoir qui leur permet de passer outre bien des contradictions ou ils se foutent de l'état du pays et de ce que la population en pense. On notera aussi que ce constat fait abstraction d'autres facteurs qui sont autrement plus décisifs. Par exemple :

- Selon Alan Cafruny, expert en relations internationales et en politique européenne à l'Hamilton College (New York), Washington, qui demeure la première économie du monde avec près de 25% du PIB mondial, qui parvient à conserver au dollar son statut de monnaie de réserve globale et qui possède un potentiel culturel considérable, a toutes les chances de rester le maître du jeu sur l'échiquier mondial. sputniknews.com 13.11

- USA: Le prolongement du financement fédéral voté à la Chambre - Reuters

...une rallonge de plus de 1.000 milliards de dollars (850 milliards d'euros) pour assurer le financement de l'Etat fédéral jusqu'au 30 septembre 2018, terme de l'exercice budgétaire américain en cours. Reuters 07.12

- Les ventes mondiales d'armement en nette hausse - euronews

Les ventes d'armes dans le monde ont augmenté pour la première fois en cinq ans en 2016 pour atteindre près de 300 milliards d'euros. (elles ont) fait un bond de 38% depuis 2002.

Les premières vendeuses d'armes au monde, et de loin, sont les compagnies d'armement américaines dont les ventes ont augmenté de 4 % en 2016 pour atteindre près de 217 milliards de dollars - environ 185 milliards d'euros - ce qui représente bien plus de la moitié des ventes mondiales. euronews 11.12

Etc. etc. etc.

Bref, on aura compris qu'une fois de plus que ce qu'on nous raconte ne correspond pas à la réalité. Ce qu'on nous sert en guise d'analyse n'est que de la propagande pour masquer

l'impuissance de leurs auteurs à s'opposer efficacement au capitalisme et ses institutions dans chaque pays ou à définir une stratégie politique pour les combattre ou les affronter, en admettant qu'ils en aient eu un jour l'intention.

Les plus honnêtes ou sérieux témoignent leur incompréhension de la situation, parce qu'ils refusent de prendre en compte un certain nombre de facteurs, la finance mafieuse pour les uns, la lutte des classes pour les autres, ou encore la concentration du pouvoir entre les mains des principaux actionnaires des multinationales, qui après avoir fait main basse sur les institutions internationales - quand ils ne les ont pas créées eux-mêmes, étendent désormais leur pouvoir tentaculaire à l'ensemble des Etats et leurs institutions, y compris les médias ou à commencer par les médias devrait-on dire.

Lu dans un article.

- *"Paradoxalement, ce sont les États-Unis qui, par leur isolationnisme et leur protectionnisme, sapent aujourd'hui activement les principes de la mondialisation économique, indique l'expert."*

Il n'est pas nécessaire d'être un expert, un professeur d'économie politique, pour observer que la phase de la mondialisation du capitalisme appartient au passé après l'ouverture de l'ex-URSS et la Chine ainsi que leurs satellites respectifs à l'économie dite de marché ou capitaliste, elle est pour ainsi sur le point de s'achever, et qu'en conséquence le capitalisme est passé à la phase supérieure qui consiste à accroître uniquement le pouvoir des multinationales ou des entreprises transnationales qui se jouent des frontières et des institutions politiques des différents pays qui ne sont plus des obstacles à la concentration des richesses et du pouvoir entre leurs mains pour avoir acheté le pouvoir politique ou pour le contrôler, ce qui revient au même au niveau du résultat, l'oligarchie est plus puissante que jamais et le mouvement ouvrier est plus divisé et disloqué que jamais.

On ne peut pas admettre ce processus quand on refuse d'admettre la défaite du mouvement ouvrier, car c'était le principal obstacle à sa réalisation qui hier était inenvisageable. Il en fut de même de l'Union européenne, comme quoi une énième fois on n'a rien appris des expériences passées. Maintenant ce processus n'est pas totalement achevé, d'où les tensions et les guerres qui se multiplient.

C'est sérieux ?

- A mon avis, Trump est en train de faire un excellent travail en oblitérant ce qui reste de l'hégémonie mondiale des USA. Donnons-lui encore un an dans le bureau ovale, si tant est que la planète puisse tenir le coup, et le prestige et l'influence des USA se réduiront à rien. Par Gilad Atzmon — 08 décembre 2017 (<http://arretsurinfo.ch/la-guerre-cest-la-paix>)

C'est un idiot ?

- «Idiot», «menteur», «incompétent»: Donald Trump vu par les Américains - Liberation.fr

Un sondage de la très sérieuse université Quinnipiac confirme l'impopularité du président. Le vocabulaire fleuri utilisé pour le décrire traduit un mélange d'inquiétude et de dégoût. Liberation.fr

Ils en tiennent une sacrée couche !

par Moon of Alabama — 14 décembre 2017

(<http://arretsurinfo.ch/syrie-les-etats-unis-jettent-leponge-la-resistance-se-recentre-sur-israel/>)

- "...les États-Unis sont obligés de renoncer à leurs projets en Syrie..."

Pourquoi ? Ah, ces Russes, ces Iraniens, le Hezbollah, ils sont décidément très fort ! C'est marrant - une façon de parler - chaque fois que l'impérialisme américain et ses alliés sont vaincus ou ne parviennent pas (pas tout à fait) à atteindre leurs objectifs, ce n'est jamais à cause de la mobilisation des peuples qui sont attachés à leur souveraineté...

Cette gauche bien-pensante méprise le peuple, la classe ouvrière, il lui dénie la capacité et le droit de décider librement de leur propre sort, à l'entendre ils ne devraient jouer qu'un rôle secondaire ou insignifiant dans l'histoire, alors que ce sont eux qui composent la majorité de la population et qui produisent les richesses et font fonctionner la société, seules les puissants ou l'élite dont elle fait partie seraient aptes à gouverner ou à orienter le destin de la société, telle est leur conception de la démocratie qui se réduit une fois de plus à une minorité, autant dire qu'elle n'envisage qu'un replâtrage du capitalisme qui lui profiterait davantage.

- "Le coup hasardeux de Trump, consistant à reconnaître illégalement Jérusalem comme capitale d'Israël, est arrivée juste au bon moment pour donner un nouvel élan à la résistance..."

Hasardeux ? Qui peut croire que le président de l'Etat le plus puissant du monde, où le capitalisme est le plus avancé prendrait des décisions sur le coin d'une table ou sur un coup de tête ? Une telle affirmation est d'un tel crétinisme, elle suffit à totalement discréditer leurs auteurs : pouibelle !

Que ne diraient-ils pas pour se faire passer pour de farouches opposants au régime ? De pacotilles, assurément. Et tous à de très rares exceptions sont sur le même registre, de furieux opportunistes.

Attendons de voir la suite, mais à mon avis l'annonce de Trump, qui en réalité ne préjuge pas du tout du statut final de Jérusalem, serait plutôt un coup porté à Israël dans la mesure où elle ressoudé tous ses ennemis à travers le monde. L'article suivant fourni au moins un élément justifiant cette analyse. A moins qu'il prépare le terrain pour en finir avec les Palestiniens, mais un peu plus tard, dans trois ans... A suivre.

"C'est fini et bel et bien fini" ou "le glas de l'idéologie néo-conservatrice" a sonné. Vraiment ?

- Jérusalem : Merci à Donald Trump ! par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch 11.12

Donc, Donald Trump a signé l'ordre de transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem en flagrante violation du droit international et plus particulièrement des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité des Nations unies.

Dernière péripétie en 2016 : celle de la résolution 23341 qui condamne de nouveau la colonisation israélienne, adoptée par 14 voix et une abstention : celle des Etats-Unis – qui n'usent pas de leur veto au grand dam d'Israël ! (Tiens donc. Et personne ne se demandera pourquoi ! - LVOG)

Donc, le simulacre de la médiation américaine, c'est fini et bel et bien fini ! Le deuxième effet de dévoilement de la décision de Donald Trump redonne au conflit israélo-palestinien sa vraie dimension – épiceutre de l'arc des crises proche et moyen-orientales – sonnante ainsi le glas de l'idéologie néo-conservatrice qui a TOUT fait, depuis vingt ans, pour le marginaliser et le réduire à une simple question de sécurité et de lutte contre le terrorisme. (Pas sûr, car rien ne présage de ce qui se passera dans trois ans aux Etats-Unis, car Trump n'est pas élu à vie à ce que je sache ! Autrement dit, peut-être préparait-il ainsi la suite des festivités pour les Palestiniens si le candidat démocrate l'emportait à la prochaine présidentielle, n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées et que Trump n'est qu'un vulgaire exécutant... - LVOG)

Donc, le simulacre de la médiation américaine, c'est fini et bel et bien fini ! Le deuxième effet de dévoilement de la décision de Donald Trump redonne au conflit israélo-palestinien sa vraie dimension – épicentre de l'arc des crises proche et moyen-orientales – sonnante ainsi le glas de l'idéologie néo-conservatrice qui a TOUT fait, depuis vingt ans, pour le marginaliser et le réduire à une simple question de sécurité et de lutte contre le terrorisme. (A moins que ce soit exactement le contraire, et les pays arabes qui s'engagent au côté des Palestiniens pourraient être appelés dans un avenir proche à les accueillir... - LVOG)

On voit bien, avec le triste anniversaire de la déclaration Balfour et des découpages frontaliers de Sykes-Picot, que les questions de Palestine et de la colonisation israélienne constituent l'origine essentielle des guerres récurrentes qui ravagent le Proche et Moyen-Orient depuis 1948. (Et des deux guerres mondiales - LVOG) On voit aussi que cet épicentre nourrit le terrorisme contemporain. (Il fournit un prétexte aux Américains et aux sionistes pour le créer ou l'encourager, c'est plus précis, non ? - LVOG)

Comment justifier aux yeux du monde que l'Occident puisse bombarder Belgrade et bien d'autres pays au prétexte qu'ils violent les résolutions du Conseil de sécurité alors qu'Israël n'en a respecté aucune depuis la création de son Etat ? Depuis 1948, plus de 400 résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont été adoptées pour tenter de régler le conflit israélo-palestinien. Pas une seule n'a été respectée ni appliquée par Tel-Aviv !

... la décision de Donald Trump signe la perte d'influence, sinon la régression de la diplomatie américaine. (Vraiment ? La suite va nous prouver le contraire. - LVOG) Dernièrement, on a vu la volonté de la Maison Blanche de vouloir défaire l'accord sur le nucléaire iranien fortement contestée par les alliés les plus fidèles de Washington : Londres, Berlin et Paris. Les trois M (Theresa May, Angela Merkel et Emmanuel Macron) se sont clairement dissociés de l'approche américaine pour rappeler que les nécessités de la sécurité européenne ne correspondaient pas forcément aux options idéologiques de la Maison Blanche. (Rappelons que May, Merkel et Macron ont soutenu Hillary Clinton qui envisageait de bombarder Damas et de déclarer la guerre à l'Iran. - LVOG)

Il en va de même aujourd'hui pour la décision de transférer l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. La décision est condamnée par la plupart des 193 Etats membres des Nations unies, parce que chacun sait que cette folie va causer de nouvelles morts de jeunes Palestiniens, inspirer de nouveaux attentats terroristes et discréditer encore un peu plus l'Organisation des Nations unies ! (Parce que ces 193 chefs d'Etat se soucieraient du sort des Palestiniens ? - LVOG)

Si la décision de Donald Trump a le mérite de dévoiler la nudité du roi, elle n'en n'est pas moins criminelle.

<https://prochetmoyen-orient.ch/jerusalem-merci-a-donald-trump/>

Quelques questions.

En quoi la décision de Trump confirmerait-elle l'affaiblissement des Etats-Unis ? En rien !

Pourquoi livrer Israël en pâture, pourquoi prendre un tel risque ?

C'est quoi Israël ? A quoi et à qui devait-il servir ? C'est un Etat créé artificiellement qui n'a aucune autre justification historique que le pétrole

Qui l'a créé et dans l'intérêt de qui ? Les propriétaires d'Exxon, Shell, BP...

Depuis plus d'un siècle, l'oligarchie n'aurait-elle pas instrumentalisé le sionisme et l'antisémitisme dans le seul but de camoufler ses intentions inavouables d'une toute autre nature ? Economique.

Israël n'a-t-il pas été uniquement un instrument que l'oligarchie pouvait par la suite manipulé à sa guise en actionnant l'antisémitisme ? N'aurait-elle pas plutôt manipulé les peuples qui croyaient à son histoire ?

L'oligarchie ne se ficherait-elle pas d'Israël après avoir acquis une puissance qui lui permet de dicter son orientation au monde ? On a la fâcheuse tendance à oublier qu'elle a fomenté les deux guerres mondiales du XXe siècle. Et cela ne date pas d'hier, au début du XXe siècle les sionistes envisageaient de s'installer en Afrique ou en Amérique latine, et ils sont en train d'acquérir des terres d'une superficie plusieurs fois supérieure à celle d'Israël en Argentine (voir un article du Réseau Voltaire).

Et si la reconnaissance de Jérusalem comme capitale était la contrepartie de l'engagement d'Israël de ne plus intervenir en Syrie ?

Mise au point.

- Assad : «La politique de la France a consisté à soutenir les terroristes en Syrie» — Arrêt sur Info 13 décembre 2017

Dans une interview accordée à Europe 1 et TF1, début février 2017 le président syrien Bachar el-Assad a fustigé la politique extérieure de la France, qui selon lui, «consiste à soutenir les terroristes en Syrie».

Fabien Namias, directeur de l'information d'Europe 1 et Michel Scott, éditorialiste chargé de l'actualité internationale à TF1, se sont rendus récemment à Damas pour interroger Bachar el-Assad sur la Syrie, le terrorisme et le rôle des pays occidentaux dans la politique syrienne. Autre sujet abordé, la place de la France et de François Hollande dans le conflit syrien.

Dans son interview, le président syrien a fustigé les autorités françaises pour le soutien qu'elles apportent à ceux qui, selon Bachar el-Assad, ne sont rien d'autre que des terroristes.

MS : Monsieur le président, vous vous présentez comme le rempart principal contre le terrorisme. Il y a beaucoup de gens, chez nous en particulier, qui disent que l'EI d'un côté, et votre régime de l'autre, sont les deux faces d'un même mal, qui cherchent à réprimer toute forme d'expression démocratique libre dans ce pays. Que leur répondez-vous ?

Al-Assad : Premièrement, nous ne sommes pas un régime. Nous sommes un État avec des institutions. Deuxièmement, c'est bien là la diabolisation de la Syrie, de son gouvernement syrien et de son armée, par les principaux médias et les milieux politiques occidentaux qui ont soutenu au tout début, ces soi disant modérés. Ils ont dit au début qu'il s'agissait de manifestants pacifiques, après quoi ils ont dit qu'ils n'étaient plus si pacifiques, qu'ils étaient des combattants mais toujours modérés. Mais en fait, ils ne réalisaient pas qu'ils soutenaient la base même d'Al-Qaïda et de Daech.

Voilà pourquoi ils disent maintenant que nous faisons la promotion de ces terroristes, que nous les utilisons comme une alternative, pour que l'Occident n'aie plus le choix. Premièrement, l'Occident n'a pas à choisir entre moi et Daech. C'est à mon peuple de le faire. Parce que c'est une question purement syrienne. Donc nous n'avons que faire de ce que les responsables occidentaux pensent de tout cela. Ils feraient mieux de s'inquiéter de leur propre population, de les protéger des attaques terroristes qui ont lieu à cause de leur politique.

FN : Eh bien parlons de la ligne politique de la France !

Al-Assad : Exactement. La politique de la France, depuis le premier jour a consisté à soutenir les terroristes en Syrie, et est directement responsable des tueries dans notre pays.

FN : C'est une accusation très sérieuse contre la France ! Comment pouvez-vous dire que la France soutient le terrorisme ?

Al-Assad : Ce sont eux qui le disent. Je ne les accuse pas. Ils ont dit à plusieurs reprises avoir soutenu la guerre. François Hollande a même récemment déclaré que cela avait été une erreur de ne pas avoir déclenché la guerre en 2013. Ce sont eux qui ont dit qu'ils envoyaient de l'armement à ce qu'ils appellent des groupes « modérés », et qui sont en fait des terroristes. Ce sont eux qui l'ont dit, pas moi. Les Américains ont tenu les mêmes propos, les Français aussi. Alors si vous revenez aux déclarations de vos dirigeants durant ces deux, trois ou quatre dernières années, vous trouverez bien plus d'une déclaration faite par des responsables français. Ils s'accusent eux-mêmes.

FN : Donc vous vous sentez plus à l'aise avec Donald Trump qu'avec Barack Obama ?

Al-Assad : Non, je ne peux me sentir à l'aise que lorsque j'aurai vu sa politique vis-à-vis de la Syrie. Je ne l'ai pas encore vue. Encore une fois, il faut être prudent avec chaque dirigeant occidental, parce qu'ils peuvent dire une chose le matin et faire le contraire le soir. Ou faire une chose le matin et son contraire le soir. Ils ne s'engagent pas. Ils sont très pragmatiques au point de marchander leurs valeurs. Je dirais plutôt que leurs politiques ne reposent pas sur des valeurs.

MS : Alors en résumé, l'Iran et la Russie sont des promoteurs de la paix et les occidentaux des fauteurs de guerre, c'est ça ?

Al-Assad : Exactement. A 100%. 100% !

FN : Mais quand le peuple syrien pourra-t-il dire s'il approuve ou non votre politique ? Nous avons des élections en France, en ce moment. Quand serons les prochaines élections en Syrie ?

Al-Assad : Il y a deux moyens d'y parvenir. Les moyens dont nous disposons actuellement et ceux dont nous disposerons dans l'avenir, à la fin de la guerre. A ce moment là, on pourra envisager toutes sortes de solutions, les urnes, les élections, tout est possible. D'ici là, le peuple n'a qu'un seul moyen de se prononcer. Ou bien vous soutenir, ou bien ne pas le faire. Après six ans de guerre, si ce président a un mauvais bilan aux yeux du peuple syrien, pourquoi le soutiendrait-il ? C'est une simple question : Pourquoi devrait-il le soutenir ? Pourquoi ne soutient-il pas les terroristes ? Et pour revenir à votre question, lorsque vous évoquez 300.000 ou 400.000 morts et que vous dites que c'est le président qui les a tués, c'est comme si vous donniez aux terroristes un certificat de bonne conduite parce que ce serait nous qui aurions tué les gens et eux qui les auraient protégés. Comme si c'était Al Qaida, Al-Nosra ou Daech qui protégeaient les gens et les défendaient. Voilà le fond de la question. Et bien non ! La vérité c'est que nous nous battons pour le peuple syrien. C'est la raison pour laquelle le peuple syrien a soutenu son gouvernement, son armée et son président.

<http://arretsurinfo.ch/assad-la-politique-de-la-france-a-consiste-a-soutenir-les-terroristes-en-syrie/>

Une vieille histoire

- La dynastie wahhabite et le bradage de la Palestine (1/2) par René Naba - Mondialisation.ca, 06 décembre 2017

De quand date l'alliance entre la Grande-Bretagne, l'Arabie saoudite et les sionistes contre les Palestiniens ?

Document de renonciation à la Palestine en faveur des «malheureux juifs» signé par Abdel Aziz Al Saoud, fondateur de la dynastie wahhabite et remis au délégué de Grande Bretagne Sir Percy Cooks.

Traduction : «Au nom d'Allah, le très miséricordieux, Moi, Sultan Abel Aziz Ben Faysal, Ibn Abder Rahman Al Faysal Al Saoud, admet et reconnaît mille fois à Sir Percy Cooks, délégué de Grande Bretagne, qu'il n'y a pas pour moi aucun empêchement à offrir la Palestine aux malheureux juifs ou tout autre, selon ce que décidera la Grande Bretagne, dont je ne contesterai pas la décision jusqu'à la fin du Monde».

Une imposture dévoilée.

La triple imposture de Tawakol Korman Prix Nobel de la Paix 2011

Première femme arabe lauréate du prestigieux Prix Nobel de la Paix 2011, la yéménite était en fait une fausse activiste financée par l'administration américaine. Membre de la confrérie des Frères Musulmans, Tawakkol Karman a soutenu l'agression saoudienne contre son propre pays.

<http://www.madaniya.info/2015/11/10/tawakkol-karman-la-triple-imposture-du-prix-nobel-de-la-paix-2011/>

Quelques liens vers d'autres articles sur le même sujet.

<https://www.mondialisation.ca/la-dynastie-wahhabite-et-le-bradage-de-la-palestine-12/5621370>
<https://www.mondialisation.ca/la-dynastie-wahhabite-et-le-bradage-de-la-palestine-22/5621571>

- Quand le chien n'aboie pas par Israel Shamir - Mondialisation.ca, 04 décembre 2017
<https://www.mondialisation.ca/quand-le-chien-naboie-pas/5621275?>

Comment les légalistes du droit internationale s'embourbent. Si le sionisme ne coïncidait pas avec le passage du capitalisme à l'impérialisme, il faudrait l'inventer.

- Jérusalem et la mystique de l'élection par Bruno Guigue — arretsurinfo.ch 11 décembre 2017

Comme le montre la naïveté des commentaires sur la crise actuelle, on ne comprend pas les conflits du Proche-Orient si l'on oublie l'essentiel. Le sionisme n'est pas un mouvement d'émancipation juive, ni un nationalisme séculier classique. C'est un colonialisme fondé sur une mystique de l'élection. Lorsque Netanyahu est reçu au congrès américain, il parle du "peuple élu" et il invoque la "destinée manifeste". En validant les prétentions israéliennes sur Jérusalem, Trump ne se contente pas de piétiner la loi internationale. Flattant le narcissisme israélien, il accrédite la mythologie fondatrice de l'Etat-colon.

On s'inquiète d'une professionnalisation du conflit, mais on oublie que ce conflit est confessionnel depuis l'origine. Non pas du fait de la résistance arabe, mais du fait de l'entreprise sioniste. En fait, le mouvement auquel le sionisme ressemble le plus est le suprématisme blanc des Afrikaners. Dans les deux cas, ils se prennent pour le peuple élu, et la guerre coloniale vise à s'emparer de la "Terre promise". L'Etat d'Israël, cet enfant chéri de la conscience laïque occidentale, est un implant colonial justifié par l'Ancien Testament.

Même s'ils ont raison, le déni de légitimité que les juifs orthodoxes opposent au sionisme est trompeur. Il faut lire les penseurs sionistes de l'ère pré-israélienne : le sionisme n'a pas trahi le

judaïsme, il s'est simplement affranchi de sa passivité. Il substitue à l'attente du sauveur une action politique, mais cette action vise à prendre possession d'"Eretz Israël", et non d'une lointaine contrée indifférente au récit biblique. Le sionisme moderne n'a pas laïcisé l'espérance messianique, il l'a détournée à son profit pour implanter au Proche-Orient un Etat occidental.

La conquête coloniale de la Palestine se fonde sur une mystique de l'élection, et cette mystique se nourrit d'une géographie du sacré. Interprétant la Thora comme un acte notarié, elle le brandit comme si un texte religieux pouvait fonder un droit opposable. Croyant occasionnel, Theodor Herzl avait bien compris la puissance symbolique de cette supercherie. "Si la revendication d'un coin de terre est légitime, disait-il, alors tous les peuples qui croient en la Bible se doivent de reconnaître le droit des juifs". Quel Occidental contestera, si elle est bibliquement établie, la légitimité d'un Etat juif en Palestine ?

Le sionisme repose sur une idée simple : la Thora tient lieu de titre de propriété, et cette propriété sera reconnue par un Occident pétri de culture biblique. Il faut reconnaître que ce tour de passe-passe a porté ses fruits. Loin d'être une nouveauté, le sionisme chrétien est constitutif du sionisme lui-même. L'idée du retour des exilés en Terre sainte fut une idée protestante avant d'être une idée juive, et le gouvernement britannique s'en fit l'ardent défenseur à l'apogée de l'Empire. Ce n'est pas un hasard si cette entreprise a fini par voir le jour avec la bénédiction d'une Grande-Bretagne férue d'Ancien Testament.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois qu'une idée absurde exerce une force matérielle. Pour les sionistes, la cause est entendue : si le droit des juifs sur la terre d'Israël n'est pas négociable, c'est qu'il dérive de la transcendance. Combattre l'entreprise sioniste, c'est faire offense à Dieu, se rebeller contre sa volonté. Avant la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël, le grand rabbin de Palestine déclarait devant une commission internationale : "C'est notre forte conviction que personne, ni individu, ni pouvoir institué, n'a le droit d'altérer le statut de la Palestine qui a été établi par droit divin".

Chef du parti national-religieux, le général Effi Eitam expliquait en 2002 : "Nous sommes seuls au monde à entretenir un dialogue avec Dieu en tant que peuple. Un Etat réellement juif aura pour fondement le territoire, de la mer au Jourdain, qui constitue l'espace vital du peuple juif". On comprend pourquoi le sionisme, à l'appui de ses prétentions, n'invoque pas le droit international, mais la promesse de Yahvé à Abraham : "C'est à ta descendance que je donne ce pays, du fleuve d'Egypte au grand fleuve, le fleuve Euphrate" (Genèse, 15).

Cette mythologie a fait de Jérusalem le joyau de la promesse. La cité de David est l'écrin de la présence divine depuis que son successeur Salomon y bâtit le premier Temple. Espace de communication avec le divin, Jérusalem porte témoignage de la geste hébraïque. Le martyre subi lors de sa destruction en accentue la sacralité, en la déclinant sur le mode messianique. Dans la narration biblique, Jérusalem est le centre d'une histoire sainte. Le tour de force du sionisme est de l'avoir fait passer pour une histoire tout court.

Cette conversion de la narration biblique en narration historique, pourtant, est un véritable château de cartes. Israël s'est lancé à Jérusalem dans une quête obstinée des vestiges de sa grandeur passée. A coup d'excavations frénétiques, on a exhibé la moindre breloque comme si elle était la preuve d'une gloire ancestrale, et un tessou de poterie attestait le rayonnement immémorial du royaume hébraïque. Mais cette manie de fouiller le sous-sol palestinien à la recherche d'une gloire perdue a montré ses limites, et les archéologues israéliens ont fini par tirer un trait sur ces affabulations.

"Les fouilles entreprises à Jérusalem n'ont apporté aucune preuve de la grandeur de la cité à l'époque de David et de Salomon". Mieux encore : "Quant aux édifices monumentaux attribués jadis à Salomon, les rapporter à d'autres rois paraît beaucoup plus raisonnable. Les implications d'un tel réexamen sont énormes. En effet, s'il n'y a pas eu de patriarches, ni d'Exode, ni de

conquête de Canaan, ni de monarchie unifiée et prospère sous David et Salomon, devons-nous en conclure que l'Israël biblique tel que nous le décrivent les cinq livres de Moïse, les livres de Josué, des Juges et de Samuel, n'a jamais existé ?”

Ces citations ne sont pas tirées d'un brûlot antisioniste, mais du livre d'Israël Finkelstein et Neil Asher Silberman, *La Bible dévoilée, Les nouvelles révélations de l'archéologie*, Bayard, 2002, p. 150. La mythologie sioniste avait maquillé le mythe en histoire pour les besoins de la cause. Cette histoire en carton-pâte est balayée par la recherche scientifique. La véritable histoire reprend ses droits, et la géographie du sacré sombre dans les sables mouvants. Mais peu importe. Avec de vieilles pierres en guise de témoins muets, les sionistes revendiquent obstinément la propriété d'une terre arrachée en 1948 à ses détenteurs légitimes.

<http://arretsurinfo.ch/jerusalem-et-la-mystique-de-lelection/>

Colonisation pour les Palestiniens, colonie de vacances pour leurs défenseurs.

- Comment Israël a fait de la Palestine la plus grande prison du monde par Mustafa Abu Sneineh
— 11 décembre 2017

Une interview d'Ilan Pappé par Mustafa Abu Sneineh.

... je pense que la solution à deux États correspond en fait au modèle de la prison ouverte.

A Gaza, les Israéliens sont des gardiens de prison qui privent les Palestiniens de tout contact avec le monde extérieur mais qui n'interfèrent pas avec ce qu'ils font à l'intérieur.

La Cisjordanie est une sorte de prison à ciel ouvert pour petits délinquants qui ont le droit de sortir pour travailler à l'extérieur. Et même si à l'intérieur il n'y a pas de graves sévices, cela n'en reste pas moins une prison. Le président palestinien Mahmoud Abbas lui-même, s'il veut passer de la zone B à la zone C, doit demander aux Israéliens de lui ouvrir la barrière. Et c'est pour moi tout un symbole que le président ne puisse pas se déplacer sans que le geôlier israélien ouvre sa cage.

IP: Je pense que le choix des mots est très important. La façon dont vous définissez une situation peut affecter votre capacité à la changer.

On a collé les mauvais mots sur la situation en Cisjordanie dans la bande de Gaza et à l'intérieur d'Israël. Le mot occupation implique normalement une situation temporaire.

La solution à l'occupation est la fin de l'occupation, l'armée d'invasion retourne dans son pays, mais ce n'est pas la situation en Cisjordanie ni en Israël ni dans la bande de Gaza. Le terme qui la décrit le mieux, à mon avis, est celui de colonisation, même si ce terme semble anachronique au XXI^e siècle. Oui, Israël colonise la Palestine. Il a commencé à la coloniser à la fin du XIX^e siècle et la colonise encore aujourd'hui.

Il y a un régime colonial qui plante des colonies et qui contrôle l'ensemble de la Palestine de différentes manières. Dans la bande de Gaza, il contrôle de l'extérieur. En Cisjordanie, le contrôle est différent selon les zones A, B et C. La politique est encore différente envers les Palestiniens vivant dans des camps de réfugiés qu'Israël ne laisse pas rentrer chez eux. Ne pas laisser les personnes expulsées revenir sur leurs terres est une autre façon de perpétuer la colonisation. Tout est lié, tout fait partie de la même idéologie.

Donc, je pense que les mots « processus de paix » et « occupation » donnent, quand on les met ensemble, l'impression fautive que la seule chose à faire pour avoir la paix entre Israël et la future Palestine, c'est de faire sortir l'armée israélienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Mais l'armée israélienne n'est pas dans la bande de Gaza ni dans la zone A. Elle est aussi très peu présente dans la zone B, où elle n'est pas nécessaire. Il n'y a pas pour autant de paix dans ces endroits-là. La situation y est même bien pire qu'avant les Accords d'Oslo de 1993.

Le soi-disant processus de paix a permis à Israël de poursuivre sa colonisation, mais cette fois avec le soutien international. Je suggère donc de parler de décolonisation, pas de paix. Je suggère de discuter d'un changement de la législation qui régit la vie des Israéliens et des Palestiniens.

Je pense qu'il faut parler d'un état d'apartheid. Il faut parler de nettoyage ethnique. Il faut trouver par quoi remplacer l'apartheid. Nous avons un bon modèle avec l'Afrique du Sud. Le seul moyen de remplacer l'apartheid est un système démocratique. Une personne, une voix, ou, au moins, un état bi-national. Je pense que c'est ce vocabulaire qu'il faut se mettre à utiliser, parce que si nous continuons à utiliser les anciens mots, nous continuerons à perdre notre temps et nos forces sans changer la réalité sur le terrain.

<http://arretsurinfo.ch/comment-israel-a-fait-de-la-palestine-la-plus-grande-prison-du-monde/>

Le saviez-vous ? Amnesty International intermédiaire des barbares.

En novembre 2011, le représentant spécial de Ban Ki-moon et ancien secrétaire général d'Amnesty International, Ian Martin, organisa le transfert par bateau de 1 500 jihadistes d'Al-Qaïda vers la Turquie. Ils furent placés sous l'autorité d'Abdelhakim Belhadj (ancien numéro 3 d'al-Qaïda) et de Mehdi Al-Harati (ancien leader de la Flottille de la Liberté pour Gaza). Débarqués en Turquie, ils furent transportés par des autobus affrétés par le MIT (services secrets turcs) à Jabal Al-Zouia en Syrie, où durant un mois ils formèrent sous les yeux émerveillés des télévisions occidentales un village « rebelle ». (L'Armée arabe syrienne crée une nouvelle force pour amnistier les combattants de l'ASL - Réseau Voltaire 15 décembre 2017)

Mais quel boulet ! Ah ces "organisations politiques qui ont un lien, historiquement, avec le mouvement ouvrier" !

Certains en redemandent, le POID notamment (Editorial de la Tribune des travailleurs du 6 décembre 2017).

Le jour où nous aurons compris que les prises de position en faveur de la rupture avec la Ve République ou l'UE n'ont aucune valeur, tant que leurs auteurs ne rompent pas avec les partis ouvriers passés définitivement dans le camp de la réaction ou qui incarnent la Ve République et l'UE, peut-être que l'avant-garde pourra faire enfin un pas en avant vers le socialisme...

Le front unique ouvrier a été conçu quand la social-démocratie ou les partis se réclamant du socialisme ou du progrès social n'avaient pas encore gouverné ou dans la période qui suivit leur trahison qu'ils aient accédés ou non au pouvoir, afin d'unir les forces militantes qui étaient organisées dans les différents partis pour combattre la réaction et leurs propres directions.

Une fois qu'ils se vidèrent de leurs militants ouvriers ou qu'ils firent preuve en une multitude d'occasions qu'ils soutenaient le camp de la réaction ou de la guerre, au lieu de les caractériser en conséquence de partis de droite, nous avons continué à les présenter comme des partis de gauche ou ouvrier en référence à leur origine de plus en plus lointaine, plus d'un siècle, vous excuserez du peu.

Cette stratégie fut dramatique pour l'avant-garde du mouvement ouvrier et devait précipiter sa décomposition et sa dislocation. Maintenant personne n'accepte cette analyse. Pourquoi ? Ceux qui la soutiennent ou en sont à l'initiative en ont été les principaux bénéficiaires. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont jamais été capables de définir une véritable stratégie indépendante de ces partis, du

régime, qui soit conforme au socialisme. Ils ne voulaient pas se couper des masses affirmaient-ils, mais les masses sont moins corrompues qu'eux et elles ont rompu progressivement avec les uns et les autres, ils ne restent plus que des corrompus dans ces partis, et sans le soutien des médias ils n'existeraient plus depuis longtemps car c'est la totalité des masses qui s'en seraient alors détournées.

En Allemagne

- Congrès des sociaux-démocrates allemands : «Regardez ce qui est arrivé aux socialistes en France !» - liberation.fr

C'est le deuxième jour du congrès du SPD à Berlin, et Myriam et Hauke sirotent un café devant leur stand. Les deux militants font face à une énorme Audi. Ils sont un peu agacés d'avoir vue sur une sorte de concessionnaire auto pendant tout le congrès, eux qui se tiennent à la gauche du parti. Devant leurs affiches où l'on voit Marx la chope à la main, encourageant le chaland à «boire une bière avec Karl», ils ironisent sur les gens qui font des selfies «Audi». Un congrès social-démocrate allemand est en effet un curieux mélange de Salon de l'auto, de foire expo, de fête de la bière et de grand-messe politique, où l'on peut se retrouver sans problème à deviser de Willy Brandt devant un stand Philip Morris. Ainsi, les yeux perdus dans la grosse Audi noire, Myriam commente la décision prise la veille des délégués du parti de laisser Martin Schulz entamer des pourparlers avec Angela Merkel. liberation.fr 11.11

Parmi les propos de délégués rapportés dans cet article.

- La plupart d'entre eux craignent d'y perdre de nouveau leur âme... (Comme on en a qu'une, ils n'en ont plus ! - LVOG)

- Ils craignent aussi que les conservateurs ne respectent pas leurs engagements. Tous ont en tête la récente affaire du glyphosate. Le ministre conservateur de l'Agriculture, Christian Schmidt, a en effet voté pour sa réautorisation au sein de l'UE, au nez et à la barbe de la ministre SPD de l'Environnement, qui n'était même pas au courant... (Sans blague, donc ils s'en foutent ! - LVOG)

- ...une alliance du SPD avec Merkel ne ferait que favoriser la progression de l'extrême droite. (Sans blague, donc ils s'en foutent ! - LVOG)

- ... le SPD s'est trop éloigné de ses valeurs progressistes, notamment avec la mise en place des lois Hartz (réformes du marché du travail, ndr) sous l'ère Schröder. Et que de manière générale, le parti a négligé les femmes et les travailleurs pauvres. (Sans blague, mais alors ils le savaient, c'est bien qu'ils s'en contrefoutent ! - LVOG) - On s'accorde à trouver un point positif : l'Europe. Et plus précisément le discours de Schulz sur le sujet. A la tribune jeudi, le chef du SPD a plaidé avec vigueur pour des «Etats-Unis d'Europe» à l'horizon 2025. (Vive l'UE ! - LVOG)

Avec de tels délégués, les aristocrates du SPD auraient tort de se gêner et de ne pas célébrer ce "beau moment"!

- Le chef des sociaux-démocrates a mollement été réélu à la tête du parti jeudi, avec 81,9 % des voix – mais il était le seul candidat en lice. Il l'a lui-même reconnu lors de son discours de remerciements. «Le 19 mars, vous m'aviez élu avec 100 % des voix. C'était un beau moment mais, depuis, il y en a eu aussi des plus difficiles», a-t-il dit à la tribune... tout en espérant «que de meilleurs moments» puissent «à présent arriver». liberation.fr 11.11

- La direction du SPD approuve l'ouverture de discussions avec la CDU-CSU - Reuters

La direction du Parti social-démocrate allemand (SPD) réunie vendredi a voté unanimement en faveur de l'ouverture de discussions exploratoires sur la formation d'un gouvernement avec le bloc conservateur de la chancelière Angela Merkel.

La décision de la direction du SPD doit encore être entérinée lors d'un congrès extraordinaire du parti qui se tiendra le 14 janvier, a annoncé Martin Schulz.

Les discussions exploratoires avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel et son alliée bavaroise de l'Union chrétienne-sociale (CSU) devraient débuter dans le courant du mois, a-t-il ajouté.

Les dirigeants des deux camps se sont rencontrés mercredi, rencontre à l'issue de laquelle les conservateurs ont validé le principe de négociations en vue de former à nouveau une "grande coalition" avec le SPD. Les sociaux-démocrates s'étaient quant à eux donné deux jours de réflexion. Reuters 15.12

En Italie.

« Le réflexe anti-berlusconien du centre-gauche est en train de se dissiper (...) De cette façon, il y aurait une réunification entre celui qui a incarné symboliquement l'ethos néolibéral – Berlusconi – et le camp qui a fourni le personnel politique le plus fidèle au projet néolibéral – le centre-gauche. » (Le clivage gauche-droite est mort en Italie – Entretien avec Samuele Mazzolini, par LVSL - Les-Crises.fr 15.12)

(Renzi) ...son ascension était soutenue et favorisée par des élites italiennes, avec les intérêts des grands groupes bancaires qui ont pris le dessus sur tous les autres – ce n'est pas un hasard si 24 milliards ont été offerts au système bancaire au cours de cette législature. Cet aspect est désormais assez clair pour tout le monde.

Réflexion d'un internaute

- "« Nous pensons que la métaphore droite/gauche ne fonctionne plus et que l'antagonisme à revendiquer est celui de l'oligarchie contre le peuple." Comme si le clivage gauche/droite signifiait autre-chose!... Ce n'est pas parce-que la sociale démocratie a perverti le concept de gauche que celui-ci n'existe plus!"

Au Portugal.

- Redressement économique : la leçon portugaise - lepoint.fr

C'est ainsi que, résumé par l'Iref (Institut de recherches économiques et fiscales), « de très nombreuses réformes ont été engagées : réforme des impôts des particuliers et des sociétés, réforme de la carte judiciaire, réforme du marché du travail, amélioration du système fiscal pour lutter contre la fraude, réforme des hôpitaux, libéralisation de l'économie par la promotion de la concurrence, réforme de l'administration publique, réforme de la gestion des finances publiques avec notamment l'introduction d'une règle d'or limitant les dépenses et le déficit, décentralisation des compétences au profit des municipalités dans quatre domaines (l'éducation, la santé, la sécurité sociale et la culture), privatisations importantes (transports terrestres et aériens, déchets, électricité, assurances, postes, etc.) et restructurations (compagnie des eaux, rail), augmentation de l'âge de départ à la retraite (66 ans), allongement des heures de travail, diminution des effectifs de fonctionnaires, augmentation de leur temps de travail »...

Sur le dernier point concernant les fonctionnaires, précisons que le Premier ministre portugais en a réduit le nombre en deux ans de 9 % (...) et il a diminué leurs traitements jusqu'à 10 % pour

certains et allongé leur temps de travail à 40 heures par semaine. Au total, une vraie potion amère pour une majorité de Portugais, qui en ont beaucoup voulu à Passos Coelho et le lui ont fait savoir aux élections législatives suivantes d'octobre 2015, alors même que sa politique de rigueur commençait à porter ses fruits. Ils ont alors choisi, de justesse, de faire confiance à une « union de la gauche » inédite et improbable, emmenée par un leader socialiste très malin, qui avait réussi à obtenir le soutien de son extrême gauche sans participation au gouvernement.

Costa a su profiter de la grogne populaire en promettant de revenir sur des mesures économiquement accessoires, mais fortement symboliques comme la suppression de jours fériés, le blocage du smic et la réduction de certaines prestations sociales, tout en conservant l'essentiel de ce qui avait été lancé par son prédécesseur, le libéral Passos Coelho, et en priorité l'équilibre des dépenses publiques. D'autant que les résultats des réformes structurelles devenaient de plus en plus spectaculaires au fil du temps : c'est ainsi qu'on annonce actuellement à Lisbonne, pour cette année 2017, un taux de croissance de + 2,7 % (contre - 4 % en 2012), un déficit public ramené à 1,5 % du PIB (6 % en 2012) et un chômage à 9 % (16 % en 2012).

António Costa a réussi jusqu'à présent à contenir les demandes démagogiques de ses alliés de l'extrême gauche mais il va devoir lâcher encore du lest en 2018 tout en s'efforçant de se maintenir en équilibre sur une étroite ligne de crête.

Les félicitations pleuvent de partout. L'économie repart. Le Portugal vit un nouvel âge d'or et peut rêver à un avenir brillant. Ses habitants ont retrouvé le moral, le sourire et le goût d'entreprendre, délivrés qu'ils sont des corsets et des contraintes qu'ils devaient subir auparavant. lepoint.fr 16.12

En France.

Mélenchon ou l'unioneuropéisme assumé d'un "indépendantiste", c'est dans l'air du temps, olé !

Dans un entretien aux Echos : "Qu'on ne caricature pas ma position, dit M. Mélenchon, ma ligne, ce n'est pas le Frexit. Je crois à la puissance française. En Europe, ses intérêts fondamentaux doivent être protégés. Faire l'Europe ? Oui, si c'est sans défaire la France !" AFP 12.11

On retiendra également "la puissance française", qui profite à qui, au détriment de qui ?

Mélenchon - "Nous sommes l'un des derniers pays en procédure de déficit excessif et dans le même temps nous versons 20 milliards au budget européen pour n'en récupérer que 14 milliards. 6 milliards de dons ! Cela s'appelle une dépense somptuaire. Payer des routes aux Roumains et des aéroports aux pays Baltes, c'est utile, mais ce n'est pas dans nos moyens actuels. Dans les années où nous sommes en déficit excessif, nous devrions avoir le droit de garder nos 6 milliards". AFP 12.11

Les travailleurs roumains et des pays Baltes sont surexploités par les multinationales de l'UE dont les françaises, de quoi se plaignent-ils bordel, on ne va tout de même pas leur faire "6 milliards de dons" en plus ! Il pourrait être candidat à la présidence du Medef !

Le reste de sa prestation était du même tonneau, en prime, vive la BCE, cela ne s'invente pas : "La vraie réponse passe par la fin de trois verrous: l'harmonisation sociale, l'harmonisation fiscale et le changement de statut de la BCE pour que celle-ci puisse prêter aux États". AFP 12.11

Pour nous "la vraie réponse passe" par la rupture avec la Ve République et l'UE, l'expropriation des banquiers et la socialisation des secteurs clés de l'économie... On aura compris pourquoi les Echo lui accorde une tribune.

- Mélenchon harangue la foule en espagnol en soutien à Podemos - HuffPost FR 16 décembre 2017

Rappel. C'est quoi Podemos ?

Extraits de causeries.

1- "Pour gouverner, nous aurons besoin du PSOE. Nous voulons un accord avec le PSOE", a assuré Pablo Iglesias. AFP 10.05.2016

2- Le cas de Podemos (Espagne) est exemplaire, qui a dû se forger un programme consensuel et rompre ses liens avec la révolution bolivarienne. Son dirigeant Pablo Iglesias a souhaité la libération de Leopoldo Lopez (leader d'extrême-droite condamné pour sa responsabilité directe dans les violences et la mort de 43 personnes en 2014) et déclaré que le "pays est au bord de la guerre civile". Il sait que c'est faux car il connaît la réalité. Mais pourquoi ne pas sacrifier un réel lointain si cela permet d'améliorer son image dans les médias et de gagner des voix? (Venezuela, pierre de folie - Thierry Deronne - Arrêt sur Info 26.05.2016)

3- Podemos expose son projet économique au FMI - LeMonde.fr

La rencontre de vendredi a eu lieu à la demande du FMI et s'inscrit dans le cadre d'une série de contacts de l'organisme international avec différents partis politiques. LeMonde.fr 05.06.2015

4- Podemos. Pablo Iglesias - Les Espagnols seront invités dans les prochaines heures à se prononcer sur le plan d'aide. Les regards se tournent dès lors vers Podemos, l'allié espagnol de Syriza. Et là, surprise, c'est un soutien à Alexis Tsipras qui est adressé. "Moi comme Alexis n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite: soit l'accord, soit une sortie de l'euro", a affirmé Pablo Iglesias, le patron de cette formation dans la matinée du jeudi 16 juillet. Et l'eurodéputé d'enfoncer le clou dans l'après-midi avec un tweet qui laisse peu de place au suspense. "Nous soutenons ce que le gouvernement grec a approuvé", a dit encore plus clairement Íñigo Errejón, le numéro 2 du parti qui n'a pas de députés et n'a donc pas à se prononcer formellement sur le plan. huffingtonpost.fr 16.07.2015

5- L'illusion Podemos - Arrêt sur Info 17.07.2015

Extraits. La plupart de ces propositions (souveraineté populaire, revalorisation des salaires et des retraites, sortie de l'Otan, arrêt de la privatisation des services publics..) sont totalement incompatibles avec les traités européens. Ce programme n'aurait de sens que si Podemos incluait la sortie de l'Espagne de l'UE et de l'euro. Or, Podemos ne le propose pas, élude la question cruciale de l'euro, et milite au contraire pour une plus grande intégration européenne. (...) Cette structure est fortement soutenue par les médias.

6- Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11 Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

La décision de Podemos de se proposer comme plate-forme politique de l'OTAN et de l'armée espagnole pour qu'elles jouent un rôle public dans la vie politique doit mettre en garde contre son rôle tout à fait réactionnaire. La nomination de Rodríguez est une approbation sans équivoque des guerres impérialistes qui ont coûté des centaines de milliers de vies. Sous la direction de Rodríguez, l'armée espagnole a participé aux guerres néocoloniales sous commandement américain en Afghanistan (2001) et en Irak (2003).

Rodríguez a aussi joué un rôle majeur dans la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011.

La nomination de Rodríguez est aussi un signal que Podemos répudie consciemment ses appels précédents, hypocrites et fallacieux, aux sentiments anti-guerre et anti-austérité.

7- Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. »

Peu de temps après, il a inclus dans son équipe José Antonio Delgado, porte-parole de l'Association unifiée des gardes civils.

Les gardes civils militarisés ont soutenu toutes les dictatures en Espagne depuis leur fondation en 1844. Mondialisation.ca 09.11.2015

Vous voulez faire un front unique avec ces ordures sans principes ni scrupules ?

En famille chez les partenaires sociaux ou ils ne loupent pas une occasion pour légitimer Macron.

Pour François Ruffin, Emmanuel Macron peut être un "partenaire" - Publicsenat.fr

- "moi-même j'éprouve un certain vertige à l'idée qu'on puisse détenir le pouvoir ". Faut vous en remettre mon vieux, vous n'êtes pas fait pour cela, et cela tombe bien parce que ce n'est pas demain la veille que cela vous arrivera, vous voilà soulagé !

- « Ce n'est pas moi qui cherche à gagner contre Emmanuel Macron, moi je cherche à faire gagner quelque chose aux gens à l'occasion du passage du président sur Amiens, voilà ».

Une recherche de résultats concrets qui mérite bien des concessions... « Si jamais dans ce cadre-là, Emmanuel Macron doit être un partenaire pour ça, il est un partenaire ». Publicsenat.fr

Un passeur de plateaux qui fournit à Macron une occasion d'afficher une légitimité de façade. Et alors, pourquoi s'arrêter sur ce genre d'infos insignifiantes ? Insignifiantes, vraiment ? Quand on ne cherche pas à comprendre comment ils construisent leur propagande, comment elle fonctionne. En réalité cela permet derrière aux instituts de sondages de faire remonter la cote de popularité de Macron, ce qui semblera logique au citoyen lambda, puisqu'il gagne en légitimité en jouant un rôle dans la cour des "partenaires sociaux", et ce ne sont pas les dirigeants vendus des syndicats qui désapprouveront Ruffin... ni Macron !

Retraitement des déchets.

Ils osent tout au-delà de tout ce qu'un homme peut imaginer en proie au délire. La palme revient à Hollande.

- Pour Hollande, le PS "a un avenir" et la gauche n'est pas incarnée par Mélenchon. - AFP

François Hollande a estimé jeudi sur RTL que le Parti socialiste avait "un avenir", le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon ne pouvant à ses yeux prétendre incarner la gauche.

"Il devait y avoir 1,5 million (de manifestants) sur les Champs-Élysées, vous les avez vus vous ? (...) Cette stratégie qui a consisté à vouloir s'opposer par la rue a été finalement une bénédiction

pour le gouvernement et le président (...). Je pense qu'avec un opposant comme celui-là les pouvoirs ont de beaux jours devant eux", a raillé l'ex-président.

Interrogé sur son discours du Bourget de 2012, M. Hollande a dit qu'il le prononcerait aujourd'hui "de la même manière". "Je pense que la finance prédatrice, spéculative reste un danger pour le monde. Le creusement des inégalités que nous voyons. le fait qu'une partie de la richesse soit captée, capturée même par une toute petite minorité de privilégiés (...) est un risque pour la stabilité du monde", a-t-il estimé.

Louant l'action de son gouvernement pour une juste imposition des multinationales, il a estimé qu'il y avait "encore beaucoup à faire quand on voit l'optimisation fiscale d'un certain nombre de groupes". "Je suis de gauche et j'ai fait une politique de gauche", a-t-il revendiqué.

Ce qui nous perdra, c'est de refuser d'admettre de quoi ils sont capables.

- Ségolène Royal : «Je ne suis pas retirée de la vie politique» - LeFigaro.fr

Plus réactionnaire et plus corrompu encore, si, si c'est possible.

Faites payer les gueux !

- One Planet Summit : Nicolas Hulot demande aux États et aux banques « la même audace » que pour la « crise financière de 2008 » - Publicsenat.fr

Des millionnaires vous gouvernent, c'est la démocratie.

- Quelques ministres millionnaires au sein du gouvernement - HuffPost FR

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique, qui a publié ce vendredi 15 décembre les déclarations de patrimoine des membres du gouvernement, a révélé que plusieurs ministres étaient millionnaires, parmi lesquels Muriel Pénicaud (7,7 millions d'euros), Nicolas Hulot (7,2 millions d'euros) et Françoise Nyssen (4,6 millions d'euros).

- Les députés seront remboursés jusqu'à 1200 euros pour un logement à Paris. - L'Express.fr

A partir du 1er janvier, les députés pourront louer des logements dans la capitale... et se faire rembourser par l'Assemblée nationale.

- Le Sénat augmente de 40% le salaire des maires des grandes villes et des présidents de collectivités - Publicsenat.fr

Les sénateurs ont voté une augmentation de 40% de la rémunération des maires des grandes villes et des présidents de région et de département, durant l'examen du budget 2018. Publicsenat.fr

Il ne peut pas y en avoir pour tout le monde.

- Arrêt maladie : le Sénat instaure 3 jours de carence pour les fonctionnaires Publicsenat.fr

Le Sénat a instauré 3 jours de carence pour les fonctionnaires durant lesquels leurs arrêts maladie ne sont pas rémunérés. Il a également enlevé aux agents publics une partie de la compensation de la hausse de la CSG. Publicsenat.fr

Un "espoir". Il n'y a pas de places pour tout le monde.

- Belloubet vise 10.000 places de prison en plus d'ici 2022 - Reuters

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a déclaré jeudi "espérer" la création de 10.000 places de prison d'ici la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron... Reuters

Il n'y a pas de petites économies.

- Damon - Faire nettoyer leur classe par les élèves, quelle bonne idée ! LePoint.fr

En Inde dans les écoles publiques ce sont les gosses qui amènent des craies pour les profs...

Légitimité autoproclamée.

- Avec une large victoire, Laurent Wauquiez assoit sa légitimité - Publicsenat.fr

Laurent Wauquiez, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, est devenu le nouveau président des Républicains, avec 74,64% des voix, dépassant largement ses deux adversaires : la filloniste Florence Portelli (16,11%) et le juppéiste Maël de Calan (9,25%).

La surprise vient de la mobilisation des adhérents : ils sont 99.597 à avoir participé au vote (42,5%). Publicsenat.fr

Encore un qui est élu avec environ 30% (31,72% exactement)...

- France Télévisions: les cadres dans le viseur - liberation.fr

La dénonciation du nombre pléthorique de cadres à France Télévisions est une vieille chanson, régulièrement entonnée par les adversaires de l'audiovisuel public. A l'intérieur de l'entreprise, on a l'habitude de faire bloc face à ces attaques. Mais cette fois, sous l'effet de la pression financière infligée par l'exécutif, quelque chose a changé.

Aux sources du conflit, les 50 millions d'euros d'économies demandées par l'Etat sur 2018, qui posent cette question : où tailler dans les dépenses ?

En octobre 2016, un rapport de la Cour des comptes mettait en lumière le problème du «surencadrement» à France Télévisions. Les magistrats financiers observaient ainsi que le nombre de cadres parmi les personnels techniques et administratifs atteignait 79 % (4 746 sur 6 013) en 2014, tandis que 26 % des journalistes étaient «affectés à des fonctions de coordination et d'encadrement» en 2015 - année de l'arrivée aux commandes de Delphine Ernotte.

«Cette disproportion est encore plus marquée au sein de la direction de l'information où ils atteignent 40 %, dont 149 rédacteurs en chef ou rédacteurs en chef adjoints», relevait par ailleurs la Cour des comptes. Ces positions hiérarchiques influent directement sur la masse salariale de l'entreprise publique qui, à 982 millions d'euros en 2015, représentait une charge quasi identique à celle liée aux programmes (1,013 milliard d'euros)

Si la rémunération médiane annuelle s'élevait en 2015 à 49 230 euros brut, le nombre de salariés touchant plus de 70 000 euros était de 1 415. Soit 16 % des CDI de l'entreprise... D'après la Cour des comptes, ce nombre a connu une extravagante augmentation de 57 % entre 2011 et 2015, dans le sillage des revalorisations entraînées par la signature en mai 2013 d'un nouvel accord collectif. Toujours en 2015, 547 personnes à France Télévisions gagnaient plus de 96 000 euros brut par an, pour un coût total de près de 70 millions d'euros...

Dans un message posté sur Twitter le 28 novembre, le collectif «Touche pas à mon info», qui regroupe les journalistes des magazines de France 2, a repris ces chiffres dans un commentaire adressé à Delphine Ernotte : «C'est bon, on a trouvé les 50 millions d'euros manquants.» Allusion aux économies exigées par l'Etat. Dans l'entourage de la présidente, on tient à préciser une chose : «Les dix plus gros salaires de l'entreprise ne sont pas logés au sein de la direction du groupe, mais sont ceux de rédacteurs en chef...»

«Il faut comprendre que France Télévisions est une boîte qui fonctionne plus sur les statuts que sur les compétences, fait remarquer un très bon connaisseur de l'entreprise, sous couvert d'anonymat. Quand tu obtiens le titre de rédacteur en chef et les avantages qui vont avec, c'est à vie.»

L'effet pervers du système est évident : il incite les anciens à rester le plus tard possible, au-delà de l'âge légal de la retraite, et bloque les entrées des plus jeunes. Le turnover est faible. A France Télévisions, dont les effectifs s'élèvent à environ 9 800 équivalents temps plein (ETP) aujourd'hui, 10 % des employés ont plus de 62 ans, selon une source proche de la direction, et l'âge moyen se situe autour de 48 ans.

Mais en attendant, c'est sur d'autres dépenses qu'il faut reporter les économies, notamment les contrats à durée déterminée (CDD) et les programmes. C'est précisément ce qui a enflammé le pôle regroupant Envoyé spécial et Complément d'enquête. Déjà, l'an dernier, la Cour des comptes déplorait cette situation : «Si cette maîtrise du coût de grille [c'est-à-dire des dépenses dans les programmes, ndlr] marque sans conteste la capacité de l'entreprise à améliorer sa performance, elle témoigne aussi de la difficulté de France Télévisions à faire des économies ailleurs que sur "son cœur de métier".»

Entre 2011 et 2015, alors que le coût de grille du programme national a baissé de 56 millions d'euros, la masse salariale a augmenté de 74 millions d'euros. liberation.fr 11.11

Ah ben en voilà une question à laquelle ils ne risquent pas de répondre.

- Pourquoi prospèrent les inégalités mondiales ? - Liberation.fr

Cette question des inégalités ramène peu ou prou à tout problème d'économie : qui prend quoi dans le gâteau produit par une société ? Qui tient le couteau ? Qui distribue les parts ? Les questions fondamentales de l'économie politique.

Certes, le rapport souligne dès les premières lignes à quel point l'inégalité est un phénomène complexe et multidimensionnel, et dans une certaine mesure inévitable. «Néanmoins, nous avons la conviction, affirment les auteurs, que si l'aggravation des inégalités ne fait pas l'objet d'un suivi et d'un remède efficaces, elle pourrait conduire à toutes sortes de catastrophes politiques, économiques et sociales.»

...le résultat global de cette énorme compilation mondiale de données est sans appel : les inégalités de revenus ont augmenté dans toutes les régions du monde au cours des dernières décennies, mais à des rythmes différents.

Il est intéressant de noter que les auteurs situent leur étude sur un espace-temps qui s'étale de 1980 à 2016. Justement, 1980 est un point de bascule mondial. C'est le début d'une défaite, celle du keynésianisme, dans un contexte où l'efficacité de l'Etat est remise en cause et où est confiée au marché la tâche d'éliminer l'inflation, le chômage ou encore le déficit commercial. Tel sera le mot d'ordre du début des années 80 lorsqu'une certaine Margaret Thatcher fait du fameux TINA (There is no alternative) l'alpha et l'oméga de ces réformes économiques et sociales. Le coup de grâce est donné en 1981 lorsque Ronald Reagan débarque à la Maison Blanche. Tout s'enchaîne

alors très vite. L'école de Chicago, véritable concentré des thèses monétaristes et de libéralisme à tous crins, a alors le vent en poupe.

Dans toutes les institutions, le recul du rôle de l'Etat sur fond de baisse des impôts devient la règle absolue. La protection sociale ? Les entreprises publiques ? Les systèmes de retraite par répartition ? L'intervention de l'Etat ? L'heure est à la dérégulation sous toutes ses formes. Place à la création de valeur pour l'actionnaire, à la primauté des cours boursiers, à la mondialisation heureuse... Mais voilà, les résultats de cette rupture sont loin de coller à la feuille de route des tenants de la théorie du ruissellement et autres premiers de cordée. Depuis le début des années 80, l'embarquée des inégalités n'a cessé de dériver. «Le Rapport sur les inégalités mondiales inverse la charge de preuve, explique Lucas Chancel, un des cinq coordinateurs du rapport. Il démontre, si besoin en était, que nous n'avons pas besoin que le haut de la pyramide des revenus soit toujours plus riche, se prenne une part toujours plus importante du gâteau, pour espérer que cela finisse par retomber sur les populations les plus modestes, ou encore les classes moyennes.»

La part du revenu national allant aux seuls 10% des plus gros revenus est de 37% en Europe, 41% en Chine, 46% en Russie. La palme d'or des inégalités au sein des pays développés revient à l'ensemble comprenant les Etats-Unis et le Canada.

Si depuis 1980, les inégalités de revenus ont augmenté rapidement en Amérique du Nord (Etats-Unis), en Chine, en Inde et en Russie, elles restent plutôt modérées en Europe (voir graphique). Les auteurs précisent d'ailleurs que «l'accroissement des inégalités marque la fin du régime égalitariste qui avait pris forme dans certaines de ces régions du monde après la Seconde Guerre mondiale». Quant aux pays du Moyen-Orient, d'Afrique subsaharienne ou encore du Brésil, les inégalités de revenus sont (en apparence seulement) restées relativement stables. Et pour cause : cette situation d'apparente stabilité des inégalités s'explique en réalité par le simple fait que ces trois régions du monde n'ont jamais connu de régime de croissance égalitariste. Inégalitaires elles étaient hier, inégalitaires elles demeurent aujourd'hui.

Les économistes le savent parfaitement. Il y a deux moyens de s'enrichir : créer de la richesse ou en prendre aux autres. Pour la société, le premier levier est une addition. Le second est en général une soustraction. Les Etats-Unis l'illustrent à merveille. Alors que la part de revenu du centile le plus riche (1%) était de 10% en 1980, ce taux a été multiplié par deux depuis (20%). Voilà même un pays qui affiche deux courbes qui se croisent vers le milieu des années 90. D'un côté, celle qui caractérise la part de revenu des 1% les plus riches (ascendante) de l'autre celle des 50% les plus pauvres (descendante). Cette dernière est passée de plus de 20% en 1980 à 13% en 2016. «La trajectoire suivie par les Etats-Unis s'explique en grande partie par une inégalité d'accès à l'enseignement, associée à une fiscalité de moins en moins progressive...» précise le rapport. A côté de ce désastre américain, l'Europe de l'Ouest fait presque figure de modèle. Certes, la pauvreté y gagne du terrain, la progressivité de l'impôt y diminue un peu partout, mais au point que les deux précédentes courbes se coupent.

Comment se comportent les inégalités au niveau de la planète, que les louangeurs de la mondialisation aiment à comparer à un village planétaire ? Grâce à la forte croissance de l'Asie (Inde et Chine), la moitié de la population mondiale a vu son revenu augmenter. Mais à y regarder d'un peu plus près, les résultats sont loin d'être rassurants. Là encore, les 1% les plus riches s'en sont mis plein les poches. Concrètement, à eux seuls, ces derniers ont capté 27% du cumul de la croissance mondiale depuis le début des années 80, pendant que les cinq premiers déciles (50% les plus pauvres) en captaient à peine 12%. Entre ces deux extrémités, il y a les classes dites moyennes qui, au niveau mondial, se sont appauvries. Pour couronner le tout, les auteurs du rapport ont tenté de montrer comment a évolué au cours de ces trois dernières décennies la répartition du capital entre sphère privée et sphère publique. Le résultat s'avère vertigineux. Le patrimoine privé (ou le capital) est passé de près de 300% du revenu national dans la plupart des pays riches en 1970 à près de 600% en moyenne aujourd'hui (voir graphique). A l'inverse, le patrimoine public net (les actifs publics moins les dettes) a diminué partout. Il serait même devenu

néгатif ces dernières années aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (légèrement positif au Japon et en France). Nul besoin d'être grand clerc pour deviner que ces situations limitent la capacité des Etats à réguler l'économie, redistribuer les revenus. Et donc freiner la croissance des inégalités.

Quelles solutions ?

Au final, les privatisations à tout va réalisées un peu partout dans le monde conjuguées à des inégalités de revenus croissantes ont alimenté la hausse des inégalités de patrimoine. Bien sûr, elles n'ont pas encore retrouvé le niveau qui était le leur au début du XXe siècle en Europe ou aux Etats-Unis. Mais elles ne cessent de se creuser (voir graphique). Aux Etats-Unis, la part des plus gros détenteurs de patrimoine est passée de 22% en 1980 à 39% en 2014. «Sur les quarante dernières années, l'accroissement de la part de richesse patrimoniale des catégories supérieures a été plus modéré en France et au Royaume-Uni», souligne le rapport. Certes, mais la part des 1% les plus aisés y est toujours plus importante.

Les auteurs sont formels : dans un scénario de prolongation des tendances actuelles, la classe moyenne mondiale verra sa part de patrimoine un peu plus comprimée. En revanche, celui des 1%, des 0,1% et même des 0,01% baignera encore plus dans l'indécence et l'opulence monétaire. Et bien sûr, les inégalités de revenus augmenteront elles aussi.

Rapport sur les inégalités mondiales 2018, publié ce mercredi sous la houlette des économistes Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman.

- En Inde, deux vitesses et deux visages - liberation.fr

Le contraste est frappant mais représentatif de l'énorme fossé qui s'est creusé entre riches et pauvres dans une économie indienne qui a connu une croissance phénoménale - de 7 % en moyenne depuis deux décennies - mais n'a pas su en redistribuer les fruits. Les classes d'affaires ont bénéficié de l'importante vague de libéralisation entamée en 1991, mais l'essentiel de la population n'en a pas profité : en 2012, la Banque mondiale estimait que 20 % de la population, soit 270 millions de personnes, vivait sous le seuil de pauvreté extrême de 1,90 dollar par jour.

Et face à cette situation, les 10 % les plus fortunés accaparent 55 % de la richesse du pays, selon le rapport sur les inégalités sociales publié ce jeudi. Ce chiffre a doublé en vingt-cinq ans : une rapidité record. L'Inde est ainsi l'un des pays qui compte la plus forte inégalité du monde

L'Inde, qui pointe en septième position du PIB mondial, est donc plus que jamais un pays riche avec énormément de pauvres.

...concernant les dépenses publiques, le gouvernement investit seulement l'équivalent de 3 % du PIB dans l'éducation et 1,1 % dans la santé, ce qui est entre deux et trois fois moins que l'Afrique du Sud, par exemple. Le manque d'assurances santé maintient les populations vulnérables dans la pauvreté et les failles de l'enseignement public ne font qu'accroître l'avantage des plus riches, qui réalisent maintenant toutes leurs études dans le privé. liberation.fr 14 décembre 2017

- La moitié de la population mondiale n'a pas accès aux soins basiques, selon l'OMS - Reuters

Plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services de santé élémentaires et de nombreuses populations se retrouvent dans une situation d'extrême précarité à cause du coût trop élevé des soins, rapporte mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS)... Reuters

- La réunion de l'OMC finit dans la discorde - Reuters

"Nous ne sommes parvenus à aucun résultat multilatéral", a dit Cecilia Malmström, commissaire européenne au Commerce, lors d'une conférence de presse. "La triste réalité est que nous ne nous sommes même pas entendus sur un arrêt des subventions à la pêche illégale."

L'absence d'accord signifie que les discussions sur les mêmes thèmes vont se poursuivre d'ici la prochaine conférence ministérielle en 2019.

En oligarchie. Ceux qui font les lois s'y soustraient.

- Accord pour ajouter le "crime d'agression" aux chefs d'inculpation de la CPI - AFP

Les 123 pays parties à la Cour pénale internationale (CPI) sont parvenus dans la nuit à l'ONU à un accord pour "activer" le "crime d'agression" qui va s'ajouter aux trois chefs d'inculpation déjà en vigueur, a appris l'AFP vendredi de sources diplomatiques.

"Nous avons activé par consensus le crime d'agression", ont indiqué deux diplomates. Créée en 1998 par un traité signé à Rome et entré en vigueur en 2002, la CPI ne jugeait jusqu'à présent que les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre.

Le "crime d'agression" d'un pays contre un autre pays était prévu dans les statuts de la CPI mais n'avait jamais été activé en raison de son caractère très politique.

Il fait suite à l'adoption d'amendements en 2010 pour mieux définir le "crime d'agression" et les conditions de saisie de la CPI.

Plusieurs des Etats n'ayant pas ratifié les amendements de 2010 - France, Japon, Colombie, Canada, Norvège, Royaume-Uni - avaient indiqué qu'ils acceptaient une activation mais sous condition que leurs ressortissants ne puissent pas être poursuivis. AFP 15 décembre 2017

Parole d'internaute

1- « Nous pensons que la métaphore droite/gauche ne fonctionne plus et que l'antagonisme à revendiquer est celui de l'oligarchie contre le peuple.» Comme si le clivage gauche/droite signifiait autre chose!... Ce n'est pas parce que la sociale démocratie a perverti le concept de gauche que celui-ci n'existe plus!

2- Je crois que les classes populaires ont surtout senti l'immense mépris de classe dont elles font l'objet par leur propres représentants élus, de gauche comme de droite. Sauf que mépris de classe venant de la droite, bon, pourquoi pas (et encore), mais venant de la gauche, impardonnable.

Le péché est parfaitement résumé par la phrase incroyable de lucidité de cet article : "Tout d'abord, la gauche garde une approche platonicienne, dans le sens où elle pense que les masses sont dans l'erreur et qu'elles doivent donc être éclairées."

Si le peuple vote mal, changeons de peuple.

3- néolibéralisme ? Prédation maximum de ce qui peut être encore pressuriser. La propriété doit changer de mains pour se concentrer en quelques-unes : retour au féodalisme.

4- Le néolibéralisme c'est la loi du plus fort, qui est la philosophie de l'homme des cavernes, à un tel point que le dénouement naturel de cette désorganisation économique est le fascisme. Car l'Etat policier est l'unique organisation politique qui puisse empêcher la populace de se révolter devant une répartition des richesses aussi scandaleuse. Ce n'est pas par hasard si ce processus est en cours de réalisation en Europe.

5- Le néolibéralisme est surtout consubstantiel à la notion de psychopathie : pas de filtre, pas d'empathie, et surtout une immense considération de soi-même, à tel point que ses adeptes confondent la notion de privilèges avec élitisme. On est très loin d'une relation de "maitre" (au sens maitrise – art martial ou art musical par exemple) à "élève". Les soi-disant "élites" autoproclamées sont incapables de traiter un quelconque sujet en dehors de son aspect communication, démontrant par la même leur condition de privilégiés assistés et non d'élites.

6- La décomposition de la société française se poursuit inévitablement car l'élite capitaliste au pouvoir ne cherche pas à sauver le pays mais plutôt à l'inféoder au capitalisme anglo-saxon plus rentable que le capitalisme d'Etat gaullien mis à mal par Mitterrand-Chirac-Sarkozy-Hollande et maintenant par Macron et son équipe de banquiers d'affaires qui dirigent le Medef . Les Français des quartiers populaires et des zones rurales continuent leur descente aux enfers de la pauvreté inexorablement.

Cette logique historique va entraîner des ripostes dites révolutionnaires à terme car le vote cyclique des citoyens ne sert à rien puisque rien en change en mieux. Le mécontentement est là malgré le contrôle médiatique du pouvoir et les sondages manipulés. La colère contenue par l'abstention massive commence à déborder sur le plan électoral (vote des corses pour les nationalistes, échec électoraux dans les partielles pour les macronistes). Et cela ne fait que commencer car le système annonce des licenciements massifs partout . Alors l'étincelle peut arriver à tout moment

7- Des études ont montré que plus on est "intelligent" (ce qui n'est pas synonyme d'informé), et plus on est manipulable : parce que les concepts manipulés par la propagande prennent plus facilement racine chez les gens qui ont une plus forte capacité de conceptualisation que ceux qui raisonnent plus de manière matérielle, ou par bon sens "paysan" (voir les études sur Bernays, l'inventeur de la publicité et du marketing, entre autres choses...)

Ils osent

- Sur Libé.fr le docu «les gangsters de la finance» - Liberation.fr
- Viols en Syrie : la voix des femmes pour témoigner de l'enfer du régime - Liberation.fr

Dans «le Cri étouffé», enquête édifiante diffusée ce mardi soir sur France 2, Manon Loizeau donne la parole aux victimes des troupes d'Al-Assad. Liberation.fr

- En attendant de revenir au premier plan, Bayrou veut incarner l'aile gauche de Macron - HuffPost FR
- Autriche : la droite et extrême droite scellent un accord de gouvernement - Franceinfo
- L'ONU accuse Damas de faire échouer les pourparlers de paix à Genève - AFP
- L'UE reconduit ses sanctions économiques contre la Russie - LeParisien.fr
- L'Europe doit faire passer ses valeurs avant le marché - Liberation.fr
- Le Parlement européen appelle au respect de la démocratie au Cambodge - LeFigaro.fr
- Washington présente des preuves "irréfutables" de ventes d'armes iraniennes - AFP

Infos divers.

- Zimbabwe: Mnangagwa candidat à la présidentielle de 2018 - Reuters
- Les dessous du coup d'État militaire au Zimbabwe - Mondialisation.ca <https://www.mondialisation.ca/les-dessous-du-coup-detat-militaire-au-zimbabwe/5620923>
- Plusieurs ONG contraintes de fermer leurs portes au Pakistan - Reuters
- Le Pakistan a ordonné à une dizaine d'organisations humanitaires de fermer leurs portes, dont une antenne de la fondation du milliardaire américain George Soros, a-t-on appris mercredi. Reuters
- Les menaces du président vénézuélien sont "typiques des dictateurs" - euronews

En cinq mois le Venezuela a connu trois scrutins, des élections locales, régionales et la mise en place d'une assemblée constituante. Les résultats ont donné une quasi majorité absolue au président Nicolas Maduro. L'issue ne faisait guère de doute puisque l'opposition avait décidé de boycotter ces élections. euronews

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela.

- Venezuela : Maduro remporte les élections municipales - leparisien.fr

Un nouveau succès pour Nicolás Maduro. Le président vénézuélien a revendiqué dimanche une large victoire aux élections municipales, à quelques mois d'une nouvelle candidature à l'élection présidentielle. « Nous avons gagné plus de 300 mairies du pays, sur les 335 », contre 242 actuellement, a affirmé le dirigeant socialiste lors d'un meeting organisé à Caracas.

Un peu auparavant, le Conseil national électoral (CNE) avait donné le chavisme gagnant dans au moins 20 des 23 capitales régionales. La participation a atteint 47,32 %. Désormais, avec son récent succès aux régionales, le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) contrôle 19 des 23 régions du pays.

Craignant des fraudes, les trois principaux partis d'opposition, ceux de Henrique Capriles, Leopoldo Lopez et Henry Ramos Allup, avaient refusé de présenter des candidats aux municipales.

La situation sous contrôle

Six mois après les manifestations, violemment réprimées (le bilan est de 125 morts), qui exigeaient son départ, le président Maduro semble avoir repris le contrôle de la situation et renforce ainsi son autorité sur le pays. Dimanche, il a même annoncé que les principaux partis d'opposition seraient exclus de l'élection présidentielle de 2018, en raison de leur boycott du scrutin municipal.

« Tout parti qui n'a pas participé aujourd'hui et qui a appelé au boycott des élections ne peut plus participer », a-t-il déclaré, affirmant qu'il s'agissait là d'un « critère de l'Assemblée nationale constituante », intégralement composée de partisans du chef de l'Etat et qui a confisqué les pouvoirs du Parlement.

L'élection, prévue pour le mois de décembre, pourrait être avancée au premier trimestre 2018. Si la popularité de Nicolás Maduro n'est pas très élevée, notamment en raison de la crise économique, des pénuries en tout genre et de l'inflation galopante, l'opposition ne semble pas en mesure de remporter la présidentielle, elle qui n'a pas su s'unir il y a deux ans après une victoire historique aux élections législatives. leparisien.fr 11 décembre 2017

La réaction est dépitée !